



Les Académies suisses des sciences et leurs centres de compétences entretiennent aussi un **dialogue avec les représentants et représentantes du monde politique et de l'administration** sur des thèmes scientifiques. Elles élaborent des rapports de synthèse et des factsheets et elles mettent en évidence les conséquences et les possibilités d'action. Doté récemment du statut de fondation, le Centre de compétences pour l'évaluation des choix technologiques (TA-SWISS) met depuis 1992 des aides à la prise de décision à la disposition du parlement, de l'administration et de la population afin de **déceler le plus précocement possible les conséquences des nouvelles technologies**. Au sein du groupement des Académies, TA-SWISS apporte son expérience sur des thèmes actuels et les processus participatifs. Il est connecté à l'échelle internationale par le biais de projets européens et du Réseau parlementaire européen d'évaluation technologique (EPTA).

« En principe, tout est lié à la technologie. »

« Quelles sont les conséquences des changements technologiques ? Une question difficile. Je suis conscient de l'importance de cette thématique, mais elle est sans cesse repoussée par des choses plus urgentes. Comme président de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du Conseil national, je constate que nous devrions bien plus thématiser l'impact des choix technologiques. En principe, tout est en effet lié à la technologie, à court, moyen ou long terme. Ce qui m'étonne voire me déçoit, c'est que cela ne bouge pas davantage en Europe. Il faut certes un coup de pouce au début et des informations. Dans un pays riche comme la Suisse, nous pouvons faire avancer ce thème. Ce que je vois encore trop peu en Europe. La masse critique manque. Nous informons, mais rien ne se passe. Je trouve cela très étrange, d'autant plus que les répercussions sociales seront grandes.

Un enseignement à l'école dès le plus jeune âge serait important et naturellement aussi au niveau de la formation professionnelle. On pourrait opposer à cette idée que les connaissances s'acquièrent d'elles-mêmes et avec le temps. Mais cette réponse serait trop simple et c'est un argument rebattu dans mon camp politique. La CSEC a adopté une motion qui demande au Conseil fédéral de lancer une campagne dans le domaine de l'informatique visant les enseignants et les élèves de l'école obligatoire et du degré secondaire II. Les enfants d'aujourd'hui sont certes capables d'appréhender ces changements comme un jeu, mais ils comprennent de moins en moins sur quoi se fondent ces acquis techniques.

Je me suis rendu à la réunion parlementaire européenne organisée en 2014 à Lisbonne avec l'esprit ouvert car j'avais déjà fait des expériences de ce type comme membre de la délégation suisse auprès de l'Organisation européenne de libre-échange (AELE), du Conseil de l'Europe et de l'Union interparlementaire (UIP). Mon bagage de connaissances est insuffisant. Je suis donc content d'avoir accès à des informations supplémentaires et à d'autres points de vue. Ce congrès s'est penché sur les défis du système de santé. Depuis, j'accorde plus de place aux technologies et à leur impact dans mes réflexions. Les exposés m'ont

permis de bénéficier des expériences des autres. Par exemple dans le domaine des nouvelles technologies dans les hôpitaux. Comment d'autres pays et notamment leurs parlements appréhendent-ils ces défis ? Nous avons dû constater qu'aucun débat n'avait lieu. Les connaissances de la science ne sont pas transmises au niveau parlementaire. En Suisse, nous sommes mieux placés. Nous ne devons cependant pas croire tout savoir et penser pouvoir renoncer au transfert des connaissances. Bien au contraire. Au sein de la commission, nous allons aussi nous préoccuper de cela.

Internet est devenu une précieuse source pour mon travail et il le sera de plus en plus. Je construis mes argumentations sur l'ensemble des informations disponibles. Ce développement technologique est une aide et me simplifie beaucoup la tâche.»



Le politicien de la formation

Felix Müri (59 ans) est conseiller national de l'Union démocratique du centre (UDC). L'entrepreneur d'Emmenbrücke (LU) préside la **Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC)** du Conseil national. A l'invitation du Centre d'évaluation des choix technologiques (TA-SWISS), il a participé il y a trois ans à Lisbonne à une réunion parlementaire européenne, dans le cadre du projet PACITA de l'UE.